

Brochure n° 3122

Convention collective nationale

IDCC : 454. – **TÉLÉPHÉRIQUES**
ET ENGINS DE REMONTÉES MÉCANIQUES

AVENANT N° 31 DU 7 JUIN 2006
RELATIF À LA DURÉE DES MANDATS DES INSTANCES
REPRÉSENTATIVES DU PERSONNEL

NOR : *ASET0650937M*

IDCC : 454

Entre :

Le syndicat national des téléphériques de France (SNTF),

D'une part, et

La fédération générale transports et équipements (FGTE) CFDT ;

La fédération générale des transports (FGT) CFTC ;

La fédération nationale des syndicats de transports (FNST) CGT ;

La fédération nationale des transports CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Dans le *a* de l'article 10 de la convention collective nationale « Conditions d'électorat et d'éligibilité et durée du mandat des délégués du personnel », les mots : « Il en est de même en ce qui concerne la durée du mandat des délégués du personnel » sont remplacés par : « La durée du mandat des délégués du personnel est fixée conformément aux dispositions de l'article 15 *bis* de la présente convention. »

Article 2

Le *b* de l'article 11 de la convention collective nationale « Elections » est remplacé par le texte suivant : « L'élection des délégués titulaires et des délégués suppléants a lieu dans le mois d'ouverture de la saison principale,

sauf accord des parties, selon les dispositions de l'article 15 *bis* de la présente convention. Elle a lieu dans les conditions prévues dans le code du travail. »

Article 3

Dans le *a* de l'article 15 de la convention collective nationale « Conditions d'électorat et d'éligibilité et durée du mandat des membres du comité d'entreprise », les mots « Il en est de même en ce qui concerne la durée du mandat des membres du comité d'entreprise » sont remplacés par « La durée du mandat des membres du comité d'entreprise est fixée conformément aux dispositions de l'article 15 *bis* de la présente convention. »

Article 4

Il est ajouté à la convention collective nationale un « Article 15 *bis*. – Durée du mandat des institutions représentatives du personnel », libellé comme suit :

« La durée du mandat des délégués du personnel et des représentants du personnel aux comités d'entreprise, comités d'établissement, comités centraux d'entreprise et comités de groupe est fixée à 3 ans.

Toutefois, les entreprises souhaitant fixer par voie d'accord collectif une durée de mandat comprise entre 2 et 3 ans peuvent le faire.

En revanche, les entreprises qui auraient, à la date du 7 juin 2006, fixé par voie d'accord collectif une durée de mandat supérieure à 3 ans, ne peuvent conserver cette durée que pour les mandats en cours, la durée des mandats suivants ne pouvant dépasser 3 ans. »

Article 5

Le présent avenant sera déposé à la direction des relations du travail, auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Article 6

Les dispositions susvisées seront également soumises à la procédure d'extension prévue par le code du travail.

Fait à Lyon, le 7 juin 2006.

(Suivent les signatures.)